

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du 23 JUIL 2025  
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES  
DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION.

### 1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de L'amélioration des conditions de travail de son personnel dans les services centraux et déconcentrés de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'acquisition du matériel informatique pour les services centraux et déconcentrés dans le BIP du MINCOM exercice 2025.

### 2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent le matériel informatique ci-après ;

- Ordinateur complet de bureau
- Ordinateur portable ;
- Scanner professionnel ;
- Système d'exploitation Windows professionnelle 64 bits. Licence sur DVD valide
- Licence d'un logiciel de bureau 2016 perpétuel minimum, complet et valide (coffret : boîte + DVD)
- Licence antivirus internet Security 2022 minimum
- Imprimante laser (NB) multifonction
- Onduleur 650VA ,230 VAVR, prises CEI
- Multiprise parafoudre, 5 prises+ protection TV/tel
- Licence Microsoft office 2021 minimum
- Antivirus internet Security (pack de 4 licences minimum)
- Commutateur 48 ports
- Commutateur 24 ports
- Point d'accès WIFI
- Antivirus server Security 2022 minimum pour Windows server 2019 linux ;
- Accessoires de câblage.

### 3. Tranches /Allotissement

Le présent appel d'offres comporte 01 seul lot.

### 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-quinze millions (95.000.000) FCFA TTC.

### 5. Délai(s) prévisionnel(s) et lieu(x) de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours soit trois (03) mois à livrer au Ministère de la Communication. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

### 6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en matière fourniture de matériel informatique et disposant d'un agrément.

### 7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le BIP MINCOM, Exercice 2025, ligne d'imputation budgétaire n°591716004320024524211.

## 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

## 9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève un million neuf cent mille (1.900.000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**NB :** La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

## 10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent mille (100.000) FCFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le jeudi 21 Aout 2025 à 12 Heure.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE  
N°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du ..... RELATIF À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL  
INFORMATIQUE POUR LES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA  
COMMUNICATION »**

*« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »*

## Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et

Constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, au plus tard le jeudi 21 Aout 2025 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE  
N°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du 11/08/2025 RELATIF À L'ACQUISITION DU MATÉRIEL  
INFORMATIQUE POUR LES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA  
COMMUNICATION »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposé sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de disfonctionnement de la plateforme.

### 13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- La non-présentation de la copie de sauvegarde des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple

de l'offre

#### **14. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu **le jeudi 21 Aout 2025 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule

Personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

#### **15. Critères d'évaluation**

##### **15.1 Critères éliminatoires**

*Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.*

Il s'agit notamment:

- De l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- De la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Absence d'un agrément du fabricant ou d'un distributeur pour les ordinateurs ;
- Non satisfaction d'une spécification technique majeure identifiée par le symbole (\*) ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques non majeures de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs de chaque matériel ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect du format de fichier des offres ;
- De l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié ou d'un sous détail des prix dans l'Offre financière ;
- De l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée avec la mention lue et approuvée;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée avec la mention lue et approuvée;
- De la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- De la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

##### **15.2. Critères essentiels**

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif

sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- la capacité financière délivrée par une banque, au moins **soixante-cinq millions (65.000.000) F CFA** ;
- Le Délai de livraison ;
- Le service après-vente :
  - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun;
  - ✓ Qualifications du personnel d'encadrement ;
  - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
  - ✓ La garantie du matériel proposé.

**NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)**

## 16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

## 17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

## 18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

## 19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, *Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics*; BP:001 téléphone: 22231351 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

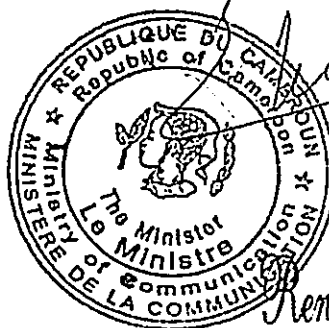
## 20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le **23 JUIL 2025**  
Ministre de la communication

### Copies:

- MINMAP/Autorité des Marchés Publics
- ARMP
- Président CIPM/MINCOM
- Affichage chrono



*René Emmanuel Tadi*

**NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE  
N°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 OF 11/11/2025 TO SUPPLY COMPUTER EQUIPMENT FOR THE CENTRAL  
AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION.**

**1. Purpose of the Invitation to Tender**

As part of the improvement of the working conditions of the staff in the central and devolved services of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, hereby launches a National Open Invitation to Tender for the supply of computer equipment for central and devolved services in the Public Investment Budget (BIP) of the Ministry of Communication, 2025 financial year,

**2. Nature of the services**

The services covered by this Invitation to Tender include the following computer equipment;

- Complete desktop computer
- Laptop;
- High Tech scanner;
- Windows Professional 64-bit operating system. Valid licence on DVD.
- Complete Microsoft Office lifetime validity software licence, at least 2016 version (DVD + Retail box pack)
- Internet Security antivirus license, at least 2022 version
- Monochrome Multifunction Laser Printer
- 650VA UPS, 230 VAVR, IEC sockets
- Surge protector power strip, 5 sockets + TV/telephone protection
- Microsoft Office license, at least 2021 version
- Internet Security antivirus (pack of 4 licenses minimum)
- 48 port switch
- 24 port switch
- WIFI access point
- Antivirus server Security at least 2022 version for Windows server 2019 Linux;
- Wiring accessories

**3. Phases/Allotment**

This Invitation to Tender consists of a single lot.

**4. Estimated cost**

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is CFAF 95,000,000 (ninety-five million) all taxes included.

**5. Estimated deadline(s) and place(s) of delivery**

The maximum deadline provided by the Project Owner for the delivery of the equipment, subject of this Invitation to Tender, is 90 (ninety) days or 03 (three) months to be delivered to the Ministry of Communication. This period runs from the date of notification of the Service Order to begin work.

**6. Participation**

Participation in this Invitation to Tender is open to all groups of companies and businesses under Cameroonian law with expertise in the supply of computer equipment and holder of the necessary authorization.

**7. Financing**

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget (BIP) of the Ministry of Communication, Financial Year 2025, Budget Head No. 591716004320024524211.

#### **8. Submission Method**

The submission method chosen for this consultation is online.

#### **9. Bid bond**

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped, manually-paid bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public works, the list of which appears in document 14 of the DAO. The amount of the bond is CFAF 1,900,000 (one million nine hundred thousand), valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

The absence or non-compliance of the bid bond issued by a first-class bank or a financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts shall result in the outright rejection of the offer.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent.

No bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be admissible.

**NB:** The bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with circular letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. The absence of the CDEC receipt when opening the bids will result in the outright rejection of the offer.

#### **10. Consultation of the Tender File.**

The physical file can be consulted free of charge in the MO/MOD services during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, PB: 001 Yaoundé, telephone: 222231351, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armac.cm](http://www.armac.cm)).

#### **11. Acquisition of the Tender File**

The physical version of the Tender file can be obtained from the Department of General Affairs, Public Contracts Service, P.O. Box: 001 Yaoundé, telephone: 222231351 upon publication of this notice, against the payment of a non-refundable sum of CFAF 100,000 (one hundred thousand) of the purchase costs of the tender file, payable to the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading free of charge at the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditioned upon the payment of the tender file purchase fee.

#### **12. Submission of Bids**

Each bid shall be written in French or English and must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than Thursday 21st August 2025, at 12 noon.

A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the following:

**"NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE  
N°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of 3 JUL 2025 TO SUPPLY COMPUTER EQUIPMENT FOR  
THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION**

***"To be opened only during the bid-opening session."***

## File size and format

The maximum sizes of documents that will be transited on the platform and Constitute the Bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate shall ensure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to present backup copies will result in the outright rejection of the bid of the candidate concerned.

NB: The physical original copy of the bid bond, the receipt from CDEC and the receipt for the purchase of the tender file costs must be sent in a sealed envelope to the Public Contracts Service of the Ministry of Communication, central services in Yaoundé, P.O. Box: 001 Yaoundé, telephone: 222231351, no later than Thursday 21th August 2025, at 12 noon, local time and marked as follows:

**"NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE  
N°002\_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025-01... .. TO SUPPLY COMPUTER EQUIPMENT FOR  
THE CENTRAL AND DEVOLVED SERVICES OF THE MINISTRY OF COMMUNICATION »**

These originals may only be accepted if the bidder has attached them to their bid submitted on the COLEPS online submission platform, or saved on the digital backup copy, in the event of a platform malfunction.

### 13- Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be considered inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing the information on the identity of the bidder;
- Bids received after the submission deadlines;
- Bids without the indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Bids which do not comply with the submission method;
- Failure to provide a backup copy of the bids.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Tender Files shall be declared inadmissible. Particularly, the absence or non-compliance of the bid bond issued by first-class financial body or institution approved by the Minister of Finances to issue bonds in the field of public contracts, or non-compliance with the models of the documents in the Tenders Files, shall result in the outright rejection of the offer without any appeal.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered absent.

The bid bond presented by a bidder during the tender opening session shall be inadmissible.

The absence of the receipt from the CDEC when opening the bids shall result in the outright rejection of the bid.

#### **14. Opening of the bids**

The opening of the bids shall be done in one step and shall take place on **Thursday 21<sup>st</sup> August 2025, at 1 p.m.** by the Tenders Board of the Ministry of Communication, in the conference room of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building housing its services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice duly mandated even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of the tenders or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

#### **15. Evaluation criteria**

##### **15.1 Eliminary Criteria**

*Failure to comply with at least one of these criteria will result in the outright rejection of the bidder's offer.*

These include:

- The absence or non-conformity of the bid bond and the CDEC receipt upon opening of the bids;
- Non-production beyond a 48-hour period after the opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent when the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- Absence of approval from the manufacturer or an distributor for computers;
- Failure to meet a major technical specification identified by the symbol (\*);
- Failure to meet 80% of the non-major technical specifications of each piece of equipment;
- Absence of brochure or color technical sheet for each material;
- The absence of a declaration on honour of non-abandonment of construction sites over the last three years;
- Failure to comply with the file format of the offers;
- The absence of a backup copy for online submissions, in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- The absence of a quantified unit price or a sub-detail of prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- The absence of the integrity charter dated and signed with the words read and approved;
- The absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses dated and signed;
- Failure to meet at least 80% of the essential criteria;
- The non-satisfaction of the Proofs of acceptance of the market conditions.

##### **15.2. Essential Criteria**

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus on:

- The general presentation of the offer ;
- The bidder's references, list of three (03) contracts signed and registered minimum over the last three (03) years accompanied by receipt reports) ;
- The financial capacity issued by a bank, at least CFA F 65,000,000 (sixty-five million);

- Delivery Time;
- After-sales service:
  - ✓ The availability of a spare parts sales store in Cameroon;
  - ✓ The qualifications of management staff;
  - ✓ The availability of a storage facility;
  - ✓ The guarantee of the equipment offered.

**NB: The scoring system for bids shall be binary (Yes or No)**

#### 16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder having submitted an offer that complies with the Tender File, meets the technical and financial capacity required to perform the work satisfactorily and whose offer has been evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed discounts.

Any decision to award a public contract by the Project Owner shall be included, with an indication of price and deadline, in the public contracts journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorised publication, in particular in COLEPS.

#### 17. Maximum number of lots

This Invitation to Tender involves a single lot.

#### 18. Validity period of Bids

Bidders shall remain bound by their bids for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

#### 19. Additional information

Additional information can be obtained during working hours from the *Department of General Affairs, Public Contracts Service of the Ministry of Communication; P.O. Box: 001 telephone: 222231351 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of communication stated by the Project Owner.*

#### 20. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or facts of bad practices, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé on 2...3...JUIL 2025  
Minister of Communication

#### Copies:

- MINMAP/Public Works Authority
- ARMP
- President CIPM/MINCOM
- Archive display

